

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202479]

**7 MAI 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et modifiant l'annexe X dudit règlement;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D. 4, D. 11 à D. 14, D. 241 et D. 242;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif à la prime à la vache allaitante;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 instaurant un régime de prime à l'herbe;

Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 2008 fixant les modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif à la prime à la vache allaitante;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 janvier 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 février 2015;

Vu le rapport du 5 février 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 26 février 2015;

Vu l'avis 57.306/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 avril 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions communes et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Aux fins du présent arrêté, on entend par :

1° « agriculteur » : l'agriculteur répondant aux conditions de l'article 9 du Règlement n° 1307/2013, tel qu'exécuté par les articles 10 à 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

2° « brebis » : la brebis âgée de plus de 6 mois;

3° « cheptel » : l'ensemble des animaux, par catégorie définie aux chapitres 3, 4, 5 et 6, appartenant aux troupeaux gérés et détenus par un agriculteur sur son exploitation, correctement identifiés et tracés dans Sanitrace, et dont le type racial n'a jamais été changé;

4° « Code » : Code wallon de l'Agriculture;

5° « jeune agriculteur » : l'agriculteur répondant aux conditions de l'article 50, § 2 et § 3, du Règlement n° 1307/2013, tel qu'exécuté par l'article 58 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

6° « jeune femelle » : le bovin femelle de type viandeux âgé de 8 à 18 mois;

7° « nombre de référence » : le nombre maximum d'animaux pouvant bénéficier d'une prime, en fonction de la catégorie d'animaux et du cheptel détenu, conformément aux règles du présent arrêté;

8° « prorata de l'année » : prorata temporis;

9° « Règlement n° 1306/2013 » : le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

10° « Règlement n° 1307/2013 » : le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

11° « Règlement n° 639/2014 » : le règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et modifiant l'annexe X dudit règlement;

12° « Règlement n° 640/2014 » : le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

13° « Sanitrace » : le système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des animaux utilisé par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

14° « troupeau » : l'ensemble des animaux détenus dans une entité géographique et formant une unité distincte sur base des liens épidémiologiques constatés par l'agent de contrôle, conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 12°, de l'arrêté royal du 23 mars 2011 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et à l'article 1<sup>er</sup>, 4°, de l'arrêté royal du 3 juin 2007 relatif à l'identification et à l'enregistrement des ovins, des caprins et des cervidés;

15° « type racial » : type viandeux, laitier ou mixte tel qu'attribué à la naissance à un bovin.

**Art. 2.** En application de l'article 52 du Règlement n° 1307/2013, un soutien couplé est accordé aux agriculteurs actifs, pour les :

- 1° bovins femelles viandeux;
- 2° vaches mixtes;
- 3° vaches laitières;
- 4° brebis.

**Art. 3.** Pour chacune des catégories d'animaux visées à l'article 2, l'année prise en compte pour le calcul du nombre de référence est 2013. Le nombre de référence est attribué à l'agriculteur détenant le cheptel au 31 décembre 2013.

Dans les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles visés à l'article 2, § 2, du Règlement n° 1306/2013, l'année prise en compte est l'année 2012.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 52, § 7, du Règlement n° 1307/2013, le nombre maximum d'animaux, mentionné aux articles 10, § 3, 19, § 3, 25, § 3, et 30, § 2, s'applique au niveau des membres personnes physiques ou personnes morales d'une personne morale ou d'un groupement de personnes physiques ou morales.

L'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique si les conditions suivantes sont remplies :

- 1° l'agriculteur est visé par l'article 29 du Code des Impôts sur le Revenu;
- 2° le membre assume une responsabilité illimitée pour les obligations du partenaire;
- 3° le membre a contribué au renforcement des structures agricoles du partenaire;
- 4° le membre est un membre associé ou actionnaire du partenaire.

§ 2. Seuls des membres personnes physiques ou personnes morales d'une personne morale ou d'un groupement de personnes physiques ou morales qui participent aux bénéfices et aux risques financiers et travaillent effectivement pour la personne morale ou pour le groupement bénéficiaire du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. Les membres des personnes morales et des groupements de personnes morales respectent toute obligation établie par une révision de la législation wallonne concernant les droits et obligations des agriculteurs individuels ainsi qu'en ce qui concerne leur statut économique, social et fiscal.

Le Ministre est habilité à prendre des dispositions pour préciser la mise en œuvre de cette disposition.

§ 3. Le Ministre détermine :

- 1° les critères permettant d'établir qu'un membre a contribué à renforcer la structure agricole du partenaire auquel il appartient;
- 2° une méthode d'évaluation de la valeur des différents apports;
- 3° une méthode de calcul permettant la répartition des animaux admissibles détenus par l'agriculteur pour l'application du nombre maximum d'animaux admissibles s'appliquant au niveau des membres en exécution du paragraphe 2.

#### CHAPITRE II. — Procédure de demande d'aide et de paiement

**Art. 5.** Les agriculteurs demandeurs d'aides effectuent annuellement les demandes d'aides et de paiement relatives au soutien couplé via la demande unique, conformément à l'article D. 28 du Code et aux articles 2 à 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs.

**Art. 6.** Par dérogation à l'article 5, pour l'année 2015, l'agriculteur introduit sa demande d'aide au soutien couplé via le formulaire mis à sa disposition par l'organisme payeur pour l'année civile concernée.

Le Ministre est habilité à préciser les éléments contenus dans ce formulaire.

#### CHAPITRE III. — Aide aux bovins femelles viandeux

##### Section 1<sup>re</sup>. — Le champ d'application

**Art. 7.** Une aide est octroyée aux agriculteurs détenteurs de bovins femelles viandeux.

**Art. 8.** Le Ministre détermine les races considérées comme viandeuses admissibles à l'aide ainsi que les croisements considérés comme admissibles à l'aide.

##### Section 2. — Nombre de référence

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. L'agriculteur se voit attribuer un nombre de référence pour son cheptel de type viandeux, tel qu'enregistré dans Sanitrace, qui respecte les conditions énoncées à l'alinéa 2.

Le nombre de référence correspond à 80 pour-cent du plus petit des nombres suivants :

- 1° le nombre de bovins femelles de type viandeux, entre 18 et 84 mois présents au prorata de l'année 2013;
- 2° le nombre de vêlages issus d'une mère de type viandeux, recensés en 2013, multiplié par 2;
- 3° le nombre de veaux nés d'une mère de type viandeux et détenus dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1<sup>er</sup> octobre 2012 et le 31 décembre 2013 pendant au minimum 3 mois consécutifs, multiplié par 4.

Après application de l'alinéa 2, le nombre de référence attribué est arrondi à l'unité inférieure.

§ 2. Le nombre de référence pour l'année 2013 est limité au plafond maximum prévu à l'article 10, § 3.

#### Section 3. — Admissibilité

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 53 du Règlement n° 639/2014, les bovins femelles viandeux du cheptel, dont l'âge correspond à celui prévu à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, présent dans l'exploitation de l'agriculteur durant la période déterminée par le Ministre, donnent droit à une aide aux bovins femelles viandeux.

Le bovin femelle viandeux qui atteint l'âge minimal prévu à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, pendant la période déterminée par le Ministre est pris en compte à partir de ce moment. Le bovin femelle viandeux ne répondant plus aux conditions d'âge visées à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, pendant la période déterminée par le Ministre est exclu de l'aide aux bovins femelles viandeux, à partir de ce moment.

§ 2. L'aide aux bovins femelles viandeux, tels qu'enregistrés dans Sanitrace, est déterminée en prenant le plus petit des nombres suivants :

1° le nombre minimum journalier de bovins femelles viandeux dont l'âge correspond à celui prévu à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°;

2° le nombre de vêlages issus d'une mère de type viandeux, recensés dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1<sup>er</sup> octobre de l'année précédant la demande et le 30 septembre de l'année de la demande, multiplié par 2;

3° le nombre de veaux nés d'une mère de type viandeux, et détenus au moins 3 mois consécutifs dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédente et le 30 juin de l'année en cours, multiplié par 4.

§ 3. L'aide aux bovins femelles viandeux est octroyée uniquement pour un minimum de 10 bovins femelles admissibles à l'aide par agriculteur.

L'aide aux bovins femelles viandeux est octroyée pour un maximum de 250 bovins femelles admissibles par agriculteur personne physique, par membres personnes physiques ou personnes morales d'une personne morale ou d'un groupement de personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions énoncées à l'article 4, § 2.

**Art. 11.** Sans préjudice de l'article 10, § 3, le nombre d'animaux donnant droit à une aide aux bovins femelles viandeux est déterminé annuellement. Ce nombre n'est pas supérieur au nombre de référence déterminé individuellement pour chaque agriculteur.

**Art. 12.** Le montant de l'aide aux bovins femelles viandeux est calculé conformément aux articles 38 et 39.

**Art. 13.** L'agriculteur qui a cédé l'entière part de ses quotas vaches allaitantes en 2012, en 2013 ou en 2014 ne reçoit pas d'aide aux bovins femelles viandeux.

#### Section 4. — Réserve

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Il est institué une réserve s'appliquant aux bovins femelles viandeux. Cette réserve est constituée de 20 pour-cent restant du plus petit nombre déterminé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Les références qui ne sont plus attribuées suite à une cessation d'activité ou à une diminution de l'utilisation de celles-ci alimentent la réserve.

§ 2. La réserve est redistribuée suivant :

1° les facteurs correctifs, tels que visés à l'article 15;

2° les nombres de référence supplémentaires attribués aux jeunes agriculteurs pour les bovins femelles viandeux;

3° les révisions des nombres de référence pour les bovins femelles viandeux.

#### Section 5. — Facteurs correctifs du nombre de référence

**Art. 15.** Par dérogation à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, des facteurs correctifs sont mis en place uniquement pour l'année 2015 en faveur des agriculteurs qui ont, en 2013, soit :

1° recensé plus de vêlages de vache de type viandeux que de bovins femelles viandeux admissibles;

2° détenu plus de 40 pour-cent de jeunes femelles par rapport aux bovins femelles viandeux admissibles.

Le Ministre détermine le mode de calcul de l'augmentation des nombres de référence dans les cas visés à l'article 9, § 1<sup>er</sup>.

Les deux facteurs correctifs ne sont pas cumulables.

### CHAPITRE IV. — Aide aux vaches mixtes

#### Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application

**Art. 16.** Une aide est octroyée aux agriculteurs détenteurs de vaches mixtes.

**Art. 17.** Le Ministre détermine les races considérées comme mixtes admissibles à l'aide ainsi que les croisements considérés comme admissibles à l'aide.

#### Section 2. — Nombre de référence

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. L'agriculteur se voit attribuer un nombre de référence pour son cheptel de type mixte, tel qu'enregistré dans Sanitrace, qui respecte les conditions énoncées à l'alinéa 2.

Le nombre de référence correspond au plus petit des nombres suivants:

1° le nombre de vaches mixtes présentes au prorata de l'année 2013;

2° le nombre de vêlages issus d'une mère de type mixte, recensés en 2013;

3° le nombre de veaux nés d'une mère de type mixte et détenus dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1<sup>er</sup> octobre 2012 et le 31 décembre 2013 pendant au minimum 3 mois consécutifs, multiplié par 2.

Après application de l'alinéa 2, le nombre de référence attribué est arrondi à l'unité inférieure.

§ 2. Le nombre de référence pour l'année 2013 est limité au plafond maximum prévu à l'article 19, § 3.

*Section 3. — Admissibilité*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 53 du Règlement n° 639/2014, les vaches de type mixte du cheptel présentes dans l'exploitation de l'agriculteur durant la période déterminée par le Ministre, donnent droit à une aide aux vaches mixtes.

§ 2. L'aide aux vaches mixtes, telles qu'enregistrées dans Sanitrace, est déterminée en prenant le plus petit des nombres suivants :

1° le nombre minimum journalier de vaches mixtes visées au paragraphe 1<sup>er</sup> ;

2° le nombre des vêlages issus d'une mère de type mixte recensés dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1<sup>er</sup> octobre de l'année précédant la demande et le 30 septembre de l'année de la demande;

3° le nombre de veaux nés d'une mère de type mixte et détenus au moins 3 mois consécutifs dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédente et le 30 juin de l'année en cours, multiplié par 2.

§ 3. L'aide aux vaches mixtes est octroyée uniquement pour un minimum de 10 vaches mixtes admissibles à l'aide par agriculteur.

L'aide aux vaches mixtes est octroyée pour un maximum de 100 vaches mixtes admissibles par agriculteur personne physique, par membres personnes physiques ou personnes morales d'une personne morale ou d'un groupement de personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions énoncées à l'article 4, § 2.

**Art. 20.** Sans préjudice de l'article 19, § 3, le nombre d'animaux donnant droit à une aide aux vaches mixtes est déterminé annuellement. Ce nombre n'est pas supérieur au nombre de référence déterminé individuellement pour chaque agriculteur.

**Art. 21.** Le montant de l'aide à la vache mixte est calculé conformément aux articles 38 et 39.

*CHAPITRE V. — Aide aux vaches laitières**Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application*

**Art. 22.** Une aide est octroyée aux agriculteurs détenteurs de vaches laitières.

**Art. 23.** Le Ministre détermine les races considérées comme laitières qui sont admissibles à l'aide ainsi que les croisements qui peuvent être considérés comme admissibles à l'aide.

*Section 2. — Nombre de référence*

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. L'agriculteur se voit attribuer un nombre de référence pour son cheptel de type laitier, tel qu'enregistré dans Sanitrace, qui respecte les conditions énoncées à l'alinéa 2.

Le nombre de référence correspond au plus petit des nombres suivants :

1° le nombre de vaches laitières présentes au prorata de l'année 2013;

2° le nombre de vêlages, issus d'une mère de type laitier, recensés en 2013;

3° le nombre de veaux nés d'une mère de type laitier et détenus dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1<sup>er</sup> octobre 2012 et le 31 décembre 2013 pendant au minimum 3 mois consécutifs, multiplié par 4.

Après application de l'alinéa 2, le nombre de référence attribué est arrondi à l'unité inférieure.

§ 2. Le nombre de référence pour l'année 2013 est limité au plafond maximum prévu à l'article 25, § 3.

*Section 3. — Admissibilité*

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 53 du Règlement n° 639/2014, les vaches laitières du cheptel présentes dans l'exploitation de l'agriculteur durant la période déterminée par le Ministre, donnent droit à une aide à la vache laitière.

§ 2. L'aide aux vaches laitières, telles qu'enregistrées dans Sanitrace, est déterminée en prenant le plus petit des nombres suivants :

1° le nombre minimum journalier de vaches laitières visées au paragraphe 1<sup>er</sup>;

2° le nombre de vêlages, issus d'une mère de type laitier, recensés dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1<sup>er</sup> octobre de l'année précédant la demande et le 30 septembre de l'année de la demande;

3° le nombre de veaux nés d'une mère de type laitier et détenus au moins 3 mois consécutifs dans l'exploitation de l'agriculteur entre le 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédente et le 30 juin de l'année en cours, multiplié par 4.

§ 3. L'aide aux vaches laitières est octroyée uniquement pour un minimum de 10 vaches laitières admissibles à l'aide par agriculteur.

L'aide aux vaches laitières est octroyée pour un maximum de 100 vaches laitières admissibles par agriculteur personne physique, par membres personnes physiques ou personnes morales d'une personne morale ou d'un groupement de personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions énoncées à l'article 4, § 2.

**Art. 26.** Sans préjudice de l'article 25, § 3, le nombre d'animaux donnant droit à une aide à la vache laitière est déterminé annuellement. Ce nombre n'est pas supérieur au nombre de référence déterminé individuellement pour chaque agriculteur.

**Art. 27.** Le montant de l'aide à la vache laitière est calculé conformément aux articles 38 et 39.

*CHAPITRE VI. — Aide aux brebis**Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application*

**Art. 28.** Une aide est octroyée aux agriculteurs détenteurs de brebis.

*Section 2. — Nombre de référence*

**Art. 29.** L'agriculteur se voit attribuer un nombre de référence correspondant au dénombrement officiel de brebis, telles que recensées dans Sanitrace au 15 décembre 2013.

Le nombre de référence pour l'année 2013 est limité au plafond maximum prévu à l'article 30, § 2.

## Section 3. — Admissibilité

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 53 du Règlement n° 639/2014, les brebis du cheptel, telles que définies à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, et présentes dans l'exploitation de l'agriculteur durant la période déterminée par le Ministre, donnent droit à une aide aux brebis.

L'agriculteur fournit à la demande de l'organisme payeur, la preuve de rétention des brebis durant la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> au moyen du registre officiel du troupeau mis à sa disposition conformément à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 3 juin 2007 relatif à l'identification et à l'enregistrement des ovins, des caprins et des cervidés et à l'article 1<sup>er</sup> ainsi qu'à l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2007 fixant les modalités relatives à l'identification et à l'enregistrement des ovins, des caprins et des cervidés.

§ 2. L'aide aux brebis est octroyée uniquement pour un minimum de 30 brebis admissibles par agriculteur.

L'aide aux brebis est octroyée pour un maximum de 400 brebis admissibles par agriculteur personne physique, par membres personnes physiques ou personnes morales d'une personne morale ou d'un groupement de personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions énoncées à l'article 4, § 2.

**Art. 31.** Sans préjudice de l'article 30, § 2, le nombre de brebis donnant droit à une aide aux brebis est déterminé annuellement. Ce nombre n'est pas supérieur à un nombre de référence déterminé individuellement pour chaque agriculteur ou au nombre déclaré par l'agriculteur lors de sa demande.

L'organisme payeur tient compte du plus petit des nombres énoncés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 32.** Le montant de l'aide aux brebis est calculé conformément aux articles 38 et 39.

## CHAPITRE VII. — Règles particulières d'octroi et révision des nombres de référence

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Le nombre de référence applicable au régime des bovins femelles viandeux, visé aux articles 7 à 15, octroyé à l'agriculteur qualifié de jeune agriculteur au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 5°, est déterminé comme suit :

1° en cas de reprise totale d'exploitation, il est équivalent au nombre le plus élevé entre le nombre de référence du cédant et un nombre fixé à 80;

2° en cas de reprise totale d'exploitation en association avec le cédant, il est équivalent au nombre de référence du cédant, augmenté d'un nombre fixé à 80;

3° en cas de création d'exploitation, il est équivalent à un nombre fixé de 80.

§ 2. En cas de reprise totale d'exploitation, le nombre de référence octroyé à l'agriculteur ne répondant pas à la définition de jeune agriculteur au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 5°, est équivalent au nombre de référence du cédant, diminué d'une ponction définie par le Ministre permettant d'alimenter la réserve.

§ 3. Pour les bovins femelles viandeux visés aux articles 7 à 15, les règles de révision suivantes s'appliquent :

1° le nombre de référence évolue, à concurrence du nombre d'animaux admissibles détenus l'année précédente, pour tout agriculteur personne physique ou tout membre individuel de personne morale tel que visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, ayant débuté une première activité agricole à titre principal, 10 ans au plus avant la date limite d'introduction de la demande d'aide;

2° l'augmentation du nombre de référence est de 40 une seule fois pour tout agriculteur ayant débuté son activité agricole plus de 10 ans avant la date limite d'introduction de la demande d'aide, et qui a construit une première nouvelle étable, après le 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec ou sans soutien public;

3° lorsque le nombre d'animaux admissibles dans la catégorie des bovins femelles viandeux est inférieur pendant deux années consécutives à 70 pour-cent du nombre de référence, ce dernier est réduit au nombre d'animaux admissibles de la dernière de ces deux années.

Le Ministre détermine les limites liées à la révision des nombres de référence et leurs règles d'application.

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Pour les régimes d'aide aux vaches mixtes, vaches laitières et brebis, conformément aux articles 16 à 32, les agriculteurs qui ne disposent pas de nombre de référence pour l'année 2013, peuvent se voir octroyer les années suivantes un nombre de référence égal à cent pour cent des animaux admissibles l'année précédente dans leur exploitation.

§ 2. Pour les régimes d'aide aux vaches mixtes, aux vaches laitières et aux brebis visées aux articles 16 à 32, les révisions des nombres de référence sont réparties comme suit :

1° une augmentation du plus petit nombre, entre le nombre d'animaux admissibles et 15 pour cent du nombre de référence, est permise à tout agriculteur personne physique ou tout membre individuel de personne morale tel que visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté ayant débuté leur première activité agricole 5 ans au plus avant la date limite d'introduction de la demande d'aide;

2° une augmentation du plus petit nombre entre le nombre d'animaux admissibles et 5 pour cent du nombre de référence pour les agriculteurs, personne physique ou tout membre individuel de personne morale tel que visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, ayant débuté leur activité agricole plus de 5 ans avant la date limite d'introduction de la demande d'aide;

3° lorsque le nombre d'animaux admissibles est inférieur au nombre de référence deux années consécutives, le nombre de référence devient le nombre d'animaux admissibles le plus élevé de ces deux années.

Dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le nombre de référence peut augmenter l'année suivante d'au maximum 10 pour cent du nouveau nombre de référence.

**Art. 35.** Annuellement à partir de 2015, les nombres de référence sont comparés aux nombres d'animaux admissibles détenus l'année précédente.

Si le nombre d'animaux admissibles est différent au nombre de référence, le nombre de référence est modifié conformément aux articles 33, § 3, et 34, § 2.

**Art. 36.** Le Ministre détermine les règles de révision des nombres de référence applicables différemment pour chacun des régimes de soutien couplé, en les comparant au nombre d'animaux admissibles de l'année précédente.

Conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre fixe les maxima d'augmentation en fonction de critères objectifs, notamment liés à la date de commencement de l'activité agricole, ainsi que les valeurs applicables lorsque le nombre d'animaux admissibles est supérieur ou inférieur au nombre de référence.



Dans les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles visés à l'article 2, § 2, du Règlement n° 1306/2013, l'année prise en compte est l'année précédant celle concernée par la force majeure ou la circonstance exceptionnelle.

**Art. 37.** Dans les cas d'héritage, héritage anticipé, changement de statut juridique ou de dénomination, fusion ou scission, tels que prévus à l'article 14 du Règlement n° 639/2014, une révision des données de référence est permise aux agriculteurs, dans les formes et délais prévus aux articles 15 à 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs.

**Art. 38.** Le Ministre fixe les conditions de révisions des données de référence.

#### CHAPITRE VIII. — *Montant annuel des primes*

**Art. 39.** Pour chacun des régimes de soutien organisés pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, le montant unitaire de la prime est obtenu en divisant chaque année le budget prévu figurant à l'annexe par le nombre d'animaux admissibles à l'aide, comme le permet l'article 53, § 2, alinéa 2, du Règlement n° 639/2014.

Le montant de l'aide est calculé conformément à l'article 30 du Règlement n° 640/2014.

**Art. 40.** Le montant perçu par l'agriculteur est obtenu en multipliant le montant unitaire de la prime par le nombre d'animaux de son exploitation admissibles à l'aide.

**Art. 41.** Sauf en cas de circonstances naturelles telles que mentionnées à l'article 32 du Règlement n° 640/2014, le non-respect des dispositions prévues ou prise en vertu du présent arrêté, entraîne l'application des réductions, refus, retraits et sanctions conformément à l'article 31 du Règlement n° 640/2014.

#### CHAPITRE IX. — *Clause de contournement et dispositions pénales*

**Art. 42.** Conformément à l'article 60 du Règlement n° 1306/2013, aucune des aides prévues par le présent arrêté n'est accordée en faveur des agriculteurs qui ont créé artificiellement les conditions requises en vue de l'obtention de ces aides, en contradiction avec les objectifs visés par le présent arrêté.

**Art. 43.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément au titre 13 du Code.

#### CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

**Art. 44.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif à la prime à la vache allaitante, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 instaurant un régime de prime à l'herbe, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2012;

3° l'arrêté ministériel du 21 janvier 2008 fixant les modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif à la prime à la vache allaitante.

**Art. 45.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté et de son annexe.

Namur, le 7 mai 2015.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,  
délégué à la représentation à la Grande Région,  
R. COLLIN

#### ANNEXE

Budget :

Régimes	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Femelles bovines de type viandeux	54.089.854€	53.287.500€	52.484.945€	51.733.041€	50.981.137€	50.981.137€
Vaches laitières	3.371.248€	3.321.240€	3.271.219€	3.224.355€	3.177.491€	3.177.491€
Vaches mixtes	3.164.832€	3.117.886€	3.070.928€	3.026.933€	2.982.939€	2.982.939€
Prime à la brebis	656.720€	646.979€	637.234€	628.105€	618.976€	618.976€

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis.

Namur, le 7 mai 2015.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE,

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,  
délégué à la représentation à la Grande Région,  
R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/202479]

**7. MAI 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für weibliche Rinder des Fleischtyps, Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und für Mutterschafe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 639/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Änderung des Anhangs X der genannten Verordnung;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D. 4, D. 11 bis D. 14, D. 241 und D. 242;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Januar 2008 bezüglich der Mutterkuhprämie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 zur Einführung einer Grünlandprämie;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 21. Januar 2008 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Januar 2008 bezüglich der Mutterkuhprämie;

Aufgrund des am 30. Januar 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 5. Februar 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Berichts vom 5. Februar 2015, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 26. Februar 2015 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 20. April 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 57.306/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Gemeinsame Bestimmungen und Definitionen*

**Artikel 1** - Für die Zwecke des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Landwirt": der Landwirt, der die Bedingungen von Artikel 9 der Verordnung Nr. 1307/2013, so wie er durch Artikel 10 bis 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte ausgeführt worden ist, erfüllt;

2° "Mutterschaf": das über 6 Monate alte Mutterschaf;

3° "Viehbestand": sämtliche Tiere, nach den in Kapitel 3, 4, 5 und 6 definierten Kategorien eingestuft, die den von einem Landwirt auf seinem Betrieb verwalteten und gehaltenen Herden angehören, die ordnungsmäßig in "Sanitrace" gekennzeichnet und rückverfolgt werden und deren Rassentyp nie geändert worden ist.

4° "Gesetzbuch": das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

5° "Junglandwirt": der Landwirt, der die Bedingungen von Artikel 50 § 2 und 3 der Verordnung Nr. 1307/2013, so wie er durch den Artikel 58 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte ausgeführt worden ist, erfüllt;

6° "Weibliches Jungtier": das weibliche Rind des Fleischtyps im Alter von 8 bis 18 Monaten;

7° "Referenzzahl": die Höchstanzahl der beihilfefähigen Tiere je nach Tierkategorie und gehaltenem Viehbestand, in Übereinstimmung mit den Vorschriften des vorliegenden Erlasses;

8° "Jahresmaßgabe": prorata temporis;

9° "Verordnung Nr. 1306/2013": die Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

10° "Verordnung Nr. 1307/2013": die Verordnung (EG) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

11° "Verordnung Nr. 639/2014": die delegierte Verordnung (EU) Nr. 639/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Änderung des Anhangs X der genannten Verordnung;

12° "Verordnung Nr. 640/2014": die delegierte Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance;

13° "Sanitrace": das von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette verwendete automatisierte System der Datenverarbeitung für die Identifizierung und Registrierung der Tiere;

14° "Herde": die Gesamtheit der Tiere, die in einer geografischen Einheit gehalten werden und die laut Feststellung des Kontrollbediensteten in epidemiologischer Hinsicht eine getrennte Einheit bilden, in Übereinstimmung mit Artikel 1 Ziffer 12 des Königlichen Erlasses vom 23. März 2011 zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Rindern und mit Artikel 1 Ziffer 4 des Königlichen Erlasses vom 3. Juni 2007 über die Identifizierung und die Registrierung von Schafen, Ziegen und Hirschen;

15° "Rassentyp": Fleisch-, Milch- oder Mischtyp, der dem Rind bei Geburt zugewiesen wurde.

**Art. 2 -** In Anwendung von Artikel 52 der Verordnung Nr. 1307/2013 wird den aktiven Landwirten eine gekoppelte Stützung für die folgenden Tierkategorien gewährt:

- 1° weibliche Rinder des Fleischtyps;
- 2° Kühe des Mischtyps;
- 3° Kühe des Milchtyps;
- 4° Mutterschafe.

**Art. 3 -** Für jede der in Artikel 2 angeführten Tierkategorien bezieht sich die Berechnung der Referenzzahl auf das Jahr 2013. Die Referenzzahl wird dem Landwirt auf der Grundlage der am 31. Dezember 2013 gehaltenen Herde zugeteilt.

In den in Artikel 2 § 2 der Verordnung Nr. 1306/2013 genannten Fällen von höherer Gewalt und außergewöhnlichen Umständen gilt 2012 als Bezugsjahr.

**Art. 4 -** § 1. In Anwendung von Artikel 52 § 7 der Verordnung Nr. 1307/2013 ist die in den Artikeln 10 § 3, 19 § 3, 25 § 3 und 30 § 2 genannte Höchstanzahl Tiere auf Ebene der Mitglieder (natürliche oder juristische Personen) einer juristischen Person oder einer Vereinigung natürlicher oder juristischer Personen anwendbar.

Absatz 1 findet Anwendung, solange die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- 1° der Landwirt fällt unter Artikel 29 des Einkommensteuergesetzbuchs;
- 2° das Mitglied haftet unbeschränkt für die Verpflichtungen des Partners;
- 3° das Mitglied hat zur Stärkung der landwirtschaftlichen Strukturen des Partners beigetragen;
- 4° das Mitglied ist Gesellschafter oder Aktionär des Partners.

§ 2. Paragraph 1 Absatz 1 gilt nur für jene Mitglieder (natürliche oder juristische Personen) einer juristischen Person oder einer Vereinigung natürlicher oder juristischer Personen, die sich an dem Gewinn und den finanziellen Risiken beteiligen und tatsächlich für die juristische Person oder die Vereinigung arbeiten. Die Mitglieder der juristischen Personen und der Vereinigungen juristischer Personen beachten jede Verpflichtung, die sich aus einer Revision der wallonischen Gesetzgebung hinsichtlich der Rechte und Pflichten der einzelnen Landwirte sowie aus ihrer wirtschafts-, sozial- und steuerrechtlichen Stellung ergibt.

Der Minister ist befugt, Maßnahmen zu ergreifen, um die Durchführungsmodalitäten dieser Bestimmung festzulegen.

§ 3. Der Minister legt Folgendes fest:

- 1° die Kriterien, nach denen nachgewiesen werden kann, dass das Mitglied zur Stärkung der landwirtschaftlichen Struktur des Partners, dem es angehört, beigetragen hat;
- 2° eine Methode zur Einschätzung des Werts der verschiedenen Einlagen;
- 3° eine Berechnungsmethode für die Verteilung der vom Landwirt gehaltenen beihilfefähigen Tiere zur Anwendung der in Ausführung von § 2 auf Ebene der Mitglieder anwendbaren Höchstanzahl beihilfefähiger Tiere.

#### KAPITEL II — Verfahren zur Einreichung der Beihilfe- und Zahlungsanträge

**Art. 5 -** Gemäß Artikel D. 28 des Gesetzbuches und den Artikeln 2 bis 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte reichen die Landwirte, die Beihilfen beantragen, jedes Jahr im Rahmen des Sammelantrags die Beihilfe- und Zahlungsanträge in Bezug auf die gekoppelte Stützung ein.

**Art. 6 -** In Abweichung von Artikel 5 und für das Jahr 2015 reicht der Landwirt seinen Antrag auf gekoppelte Stützung anhand des Formulars ein, das ihm die Zahlstelle für das betreffende Kalenderjahr zur Verfügung stellt.

Der Minister ist befugt, den Inhalt dieses Formulars festzulegen.

#### KAPITEL III — Beihilfe für weibliche Rinder des Fleischtyps

##### Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

**Art. 7 -** Den Landwirten, die weibliche Rinder des Fleischtyps halten, wird eine Beihilfe gewährt.

**Art. 8 -** Der Minister bestimmt die Rassen, die als beihilfefähige Fleischrassen gelten, sowie die Kreuzungen, die als beihilfefähig zu betrachten sind.

##### Abschnitt 2 — Referenzzahl

**Art. 9 -** § 1. Dem Landwirt wird eine Referenzzahl zugeteilt für seinen in Sanitrace registrierten Viehbestand des Fleischtyps, der die in Absatz 2 angeführten Bedingungen erfüllt.

Die Referenzzahl entspricht 80 Prozent des kleinsten bei den nachstehenden Berechnungen erzielten Ergebnisses:

- 1° die Anzahl der weiblichen Rinder des Fleischtyps im Alter von 18 bis 84 Monaten, die nach Jahresmaßgabe 2013 anwesend waren;
- 2° die Anzahl der im Jahr 2013 erfassten Abkalbungen einer Mutterkuh des Fleischtyps, mal 2;
- 3° die Anzahl der Kälber, die von einer Mutterkuh des Fleischtyps geboren und während wenigstens 3 aufeinanderfolgenden Monaten zwischen dem 1. Oktober 2012 und dem 31. Dezember 2013 auf dem Betrieb des Landwirts gehalten worden sind, mal 4.

Nach Anwendung von Absatz 2 wird die zugeteilte Referenzzahl auf die kleinere Einheit abgerundet.

§ 2. Die Referenzzahl für das Jahr 2013 wird auf die in Artikel 10 § 3 vorgesehene höchste Obergrenze begrenzt.

##### Abschnitt 3 — Beihilfefähigkeit

**Art. 10 -** § 1. In Anwendung von Artikel 53 der Verordnung Nr. 639/2014 geben die weiblichen Rinder des Fleischtyps des Viehbestands, deren Alter dem in Artikel 9 § 1 Absatz 2 Ziffer 1 vorgesehenen Alter entspricht und die während des vom Minister festgelegten Zeitraums auf dem Betrieb des Landwirts anwesend waren, Anspruch auf eine Beihilfe für weibliche Rinder des Fleischtyps.



Das weibliche Fleischrind, das während des vom Minister festgelegten Zeitraums das in Artikel 9 § 1 Absatz 2 Ziffer 1 vorgesehene Mindestalter erreicht, wird ab diesem Zeitpunkt berücksichtigt. Das weibliche Fleischrind, das während des vom Minister festgelegten Zeitraums den in Artikel 9 § 1 Absatz 2 Ziffer 1 genannten Altersbedingungen nicht mehr genügt, wird ab diesem Zeitpunkt von der Gewährung der Beihilfe für weibliche Rinder des Fleischtyps ausgeschlossen.

§ 2. Die Beihilfe für die in Sanitrace registrierten weibliche Rinder des Fleischtyps wird auf der Grundlage des kleinsten bei den nachstehenden Berechnungen erzielten Ergebnisses bestimmt:

1° die tägliche Mindestanzahl der weiblichen Rinder des Fleischtyps, deren Alter dem in Artikel 9 § 1 Absatz 2 Ziffer 1 vorgesehenen Alter entspricht.

2° die Anzahl der Abkalbungen einer Mutterkuh des Fleischtyps, die zwischen dem 1. Oktober des Vorjahres und dem 30. September des Jahres, in dem der Antrag eingereicht wurde, auf dem Betrieb des Landwirts erfasst worden sind, mal 2;

3° die Anzahl der Kälber, die von einer Mutterkuh des Fleischtyps geboren und während wenigstens 3 aufeinanderfolgenden Monaten zwischen dem 1. Juli des Vorjahres und dem 30. Juni des laufenden Jahres auf dem Betrieb des Landwirts gehalten worden sind, mal 4.

§ 3. Die Beihilfe für weibliche Rinder des Fleischtyps wird erst ab einer Mindestanzahl von 10 beihilfefähigen weiblichen Rindern je Landwirt gewährt.

Die Beihilfe für weibliche Rinder des Fleischtyps wird für eine Höchstanzahl von 250 beihilfefähigen weiblichen Rindern pro Landwirt als natürliche Person, pro Mitglieder als natürliche Personen oder als juristische Personen einer juristischen Person oder einer Gruppe von natürlichen oder juristischen Personen, die die in Artikel 4 § 2 angeführten Bedingungen erfüllen, gewährt.

**Art. 11** - Unbeschadet von Artikel 10 § 3 wird die Anzahl Tiere, die Anspruch auf die Beihilfe für weibliche Rinder des Fleischtyps verleihen, jährlich bestimmt. Diese Zahl ist nicht höher als die Referenzzahl, die individuell für jeden einzelnen Landwirt bestimmt wurde.

**Art. 12** - Die Höhe der Beihilfe für weibliche Rinder des Fleischtyps wird gemäß Art. 38 und 39 berechnet.

**Art. 13** - Der Landwirt, der seine gesamten Mutterkuhquoten im Jahre 2012, 2013 oder 2014 abgetreten hat, erhält keine Beihilfe für weibliche Rinder des Fleischtyps.

#### *Abschnitt 4 — Reserve*

**Art. 14** - § 1. Es wird eine Reserve zur Anwendung auf weibliche Rinder des Fleischtyps gebildet. Diese Reserve besteht aus dem Restanteil von 20 % des in Artikel 9 § 1 Absatz 2 bestimmten kleinsten Werts.

Die Referenzzahlen, die infolge einer Einstellung der Tätigkeit oder einer geringeren Inanspruchnahme nicht mehr zugeteilt werden, fließen in die Reserve.

§ 2. Umverteilt wird die Reserve je nach:

1° den in Artikel 15 genannten Korrekturfaktoren;

2° den den Junglandwirten für weibliche Rinder des Fleischtyps zugeteilten zusätzlichen Referenzzahlen;

3° den revidierten Referenzzahlen für weibliche Rinder des Fleischtyps.

#### *Abschnitt 5 — Korrekturfaktoren der Referenzzahl*

**Art. 15** - In Abweichung von Artikel 9 § 1 werden nur für das Jahr 2015 Korrekturfaktoren zugunsten der Landwirte eingesetzt, die im Jahr 2013:

1° mehr Abkalbungen von Mutterkühen des Fleischtyps als beihilfefähige weibliche Rinder des Fleischtyps gezählt haben;

2° mehr als 40 % junge weibliche Rinder im Verhältnis zu den beihilfefähigen weiblichen Rindern des Fleischtyps gehalten haben.

Der Minister legt das Verfahren zur Berechnung der zusätzlichen Referenzzahlen für die in Artikel 9 § 1 angeführten Fälle fest.

Beide Korrekturfaktoren können nicht kumuliert werden.

### *KAPITEL IV — Beihilfe für Kühe des Mischtyps*

#### *Abschnitt 1 — Anwendungsbereich*

**Art. 16** - Den Landwirten, die Kühe des Mischtyps halten, wird eine Beihilfe gewährt.

**Art. 17** - Der Minister bestimmt die Rassen, die als beihilfefähige Mischrassen gelten, sowie die Kreuzungen, die als beihilfefähig zu betrachten sind.

#### *Abschnitt 2 — Referenzzahl*

**Art. 18** - § 1. Dem Landwirt wird eine Referenzzahl zugewiesen für seinen in Sanitrace registrierten Viehbestand des Mischtyps, der die in Absatz 2 angeführten Bedingungen erfüllt.

Die Referenzzahl entspricht der kleinsten der nachstehenden Zahlen:

1° die Anzahl der Kühe des Mischtyps, die nach Jahresmaßgabe 2013 anwesend waren;

2° die Anzahl der im Jahr 2013 erfassten Abkalbungen einer Mutterkuh des Mischtyps;

3° die Anzahl der Kälber, die von einer Mutterkuh des Mischtyps geboren und während wenigstens 3 aufeinanderfolgenden Monaten zwischen dem 1. Oktober 2012 und dem 31. Dezember 2013 auf dem Betrieb des Landwirts gehalten worden sind, mal 2.

Nach Anwendung von Absatz 2 wird die zugeteilte Referenzzahl auf die kleinere Einheit abgerundet.

§ 2. Die Referenzzahl für das Jahr 2013 wird auf die in Artikel 19 § 3 vorgesehene höchste Obergrenze begrenzt.

#### *Abschnitt 3 — Beihilfefähigkeit*

**Art. 19** - § 1. In Anwendung von Artikel 53 der Verordnung Nr. 639/2014 geben die während des vom Minister festgelegten Zeitraums auf dem Betrieb des Landwirts anwesenden Kühe des Mischtyps des Viehbestands Anspruch auf eine Beihilfe für Kühe des Mischtyps.

§ 2. Die Beihilfe für die in Sanitrace registrierten Kühe des Mischtyps wird auf der Grundlage des kleinsten bei den nachstehenden Berechnungen erzielten Ergebnisses bestimmt:

1° die tägliche Mindestanzahl der in Paragraph 1 erwähnten Kühe des Mischtyps;

2° die Anzahl der Abkalbungen einer Mutterkuh des Mischtyps, die zwischen dem 1. Oktober des Vorjahres und dem 30. September des Jahres, in dem der Antrag eingereicht wurde, im Betrieb des Landwirts erfasst worden sind;

3° die Anzahl der Kälber, die von einer Mutterkuh des Mischtyps geboren und während wenigstens 3 aufeinanderfolgenden Monaten zwischen dem 1. Juli des Vorjahres und dem 30. Juni des laufenden Jahres auf dem Betrieb des Landwirts gehalten worden sind, mal 2.

§ 3. Die Beihilfe für Kühe des Mischtyps wird erst ab einer Mindestanzahl von 10 beihilfefähigen Kühe des Mischtyps pro Landwirt gewährt.

Die Beihilfe für Kühe des Mischtyps wird für eine Höchstanzahl von 100 beihilfefähigen Kühen des Mischtyps pro Landwirt als natürliche Person, pro Mitglieder als natürliche Personen oder als juristische Personen einer juristischen Person oder einer Gruppe von natürlichen oder juristischen Personen, die die in Artikel 4 § 2 angeführten Bedingungen erfüllen, gewährt.

**Art. 20** - Unbeschadet von Artikel 19 § 3 wird die Anzahl Tiere, die Anspruch auf die Beihilfe für Kühe des Mischtyps verleihen, jährlich bestimmt. Diese Zahl ist nicht höher als die Referenzzahl, die individuell für jeden einzelnen Landwirt bestimmt wurde.

**Art. 21** - Der Betrag der Beihilfe für Kühe des Mischtyps wird gemäß Art. 38 und 39 berechnet.

#### KAPITEL V — *Beihilfe für Kühe des Milchtyps*

##### *Abschnitt 1 — Anwendungsbereich*

**Art. 22** - Den Landwirten, die Kühe des Milchtyps halten, wird eine Beihilfe gewährt.

**Art. 23** - Der Minister bestimmt die Rassen, die als beihilfefähige Milchkuhrassen gelten, sowie die Kreuzungen, die als beihilfefähig zu betrachten sind.

##### *Abschnitt 2 — Referenzzahl*

**Art. 24** - § 1. Dem Landwirt wird eine Referenzzahl zugeteilt für seinen in "Sanitrace" eingetragenen Milchviehbestand zugeteilt, der die in Absatz 2 angeführten Bedingungen erfüllt.

Die Referenzzahl entspricht der kleinsten der nachstehenden Zahlen:

1° die Anzahl der Kühe des Milchtyps, die nach Jahresmaßgabe 2013 anwesend waren;

2° die Anzahl der im Jahr 2013 erfassten Abkalbungen einer Mutterkuh des Milchtyps;

3° die Anzahl der Kälber, die von einer Mutterkuh des Milchtyps geboren und während wenigstens 3 aufeinanderfolgenden Monaten zwischen dem 1. Oktober 2012 und dem 31. Dezember 2013 auf dem Betrieb des Landwirts gehalten worden sind, mal 4.

Nach Anwendung von Absatz 2 wird die zugeteilte Referenzzahl auf die kleinere Einheit abgerundet.

§ 2. Die Referenzzahl für das Jahr 2013 wird auf die in Artikel 25 § 3 vorgesehene Obergrenze begrenzt

##### *Abschnitt 3 - Beihilfefähigkeit*

**Art. 25** - § 1. In Anwendung von Artikel 53 der Verordnung Nr. 639/2014 geben die während des vom Minister festgelegten Zeitraums auf dem Betrieb des Landwirts anwesenden Kühe des Milchtyps des Viehbestands Anspruch auf eine Beihilfe für Kühe des Milchtyps.

Die Beihilfe für die in Sanitrace registrierten Kühe des Milchtyps wird auf der Grundlage des kleinsten bei den nachstehenden Berechnungen erzielten Ergebnisses bestimmt:

1° die tägliche Mindestanzahl der in Paragraph 1 erwähnten Kühe des Milchtyps;

2° die Anzahl der Abkalbungen einer Mutterkuh des Milchtyps, die zwischen dem 1. Oktober des Vorjahres und dem 30. September des Jahres, in dem der Antrag eingereicht wurde, auf dem Betrieb des Landwirts erfasst worden sind;

3° die Anzahl der Kälber, die von einer Mutterkuh des Milchtyps geboren und während wenigstens 3 aufeinanderfolgenden Monaten zwischen dem 1. Juli des Vorjahres und dem 30. Juni des laufenden Jahres auf dem Betrieb des Landwirts gehalten worden sind, mal 4.

§ 3. Die Beihilfe für Kühe des Milchtyps wird nur für eine Mindestanzahl von 10 beihilfefähigen Kühe des Milchtyps pro Landwirt gewährt.

Die Beihilfe für Kühe des Milchtyps wird für eine Höchstanzahl von 100 beihilfefähigen Kühen des Milchtyps pro Landwirt als natürliche Person, pro Mitglieder als natürliche Personen oder als juristische Personen einer juristischen Person oder einer Gruppe von natürlichen oder juristischen Personen, die die in Artikel 4 § 2 angeführten Bedingungen erfüllen, gewährt.

**Art. 26** - Unbeschadet von Artikel 25 § 3 wird die Anzahl Tiere, die Anspruch auf eine Beihilfe für Kühe des Milchtyps verleihen, jährlich festgelegt. Diese Zahl ist nicht höher als die Referenzzahl, die individuell für jeden einzelnen Landwirt bestimmt wurde.

**Art. 27** - Der Betrag der Beihilfe für Kühe des Milchtyps wird gemäß Art. 38 und 39 berechnet.

#### KAPITEL VI — *Beihilfe für Mutterschafe*

##### *Abschnitt 1 — Anwendungsbereich*

**Art. 28** - Den Landwirten, die Mutterschafe halten, wird eine Beihilfe gewährt.

##### *Abschnitt 2 — Referenzzahl*

**Art. 29** - Dem Landwirt wird eine Referenzzahl zugeteilt, die der offiziellen Anzahl der am 15. Dezember 2013 in Sanitrace erfassten Mutterschafe entspricht.

Die Referenzzahl für das Jahr 2013 wird auf die in Artikel 30 § 2 vorgesehene höchste Obergrenze begrenzt.

##### *Abschnitt 3 — Beihilfefähigkeit*

**Art. 30** - § 1. In Anwendung von Artikel 53 der Verordnung Nr. 639/2014 geben die während des vom Minister festgelegten Zeitraums auf dem Betrieb des Landwirts anwesenden und in Artikel 1, 2° bestimmten Mutterschafe des Viehbestands Anspruch auf eine Beihilfe für Mutterschafe.

Der Landwirt legt auf Anfrage der Zahlstelle mittels des ihm gemäß Artikel 20 § 1 des Königlichen Erlasses vom 3. Juni 2007 über die Identifizierung und die Registrierung von Schafen, Ziegen und Hirschen und gemäß Artikel 1 und Anhang 1 des Ministerialerlasses vom 10. September 2007 zur Festlegung der Modalitäten bezüglich der Identifizierung und Registrierung von Schafen, Ziegen und Hirschen zur Verfügung gestellten offiziellen Registers des Tierbestands den Nachweis vor, dass er während des in Absatz 1 erwähnten Zeitraums Mutterschafe gehalten hat.

§ 2. Die Beihilfe für Mutterschafe wird nur für eine Mindestanzahl von 30 beihilfefähigen Mutterschafen pro Landwirt gewährt.

Die Beihilfe für Mutterschafe wird für eine Höchstanzahl von 400 beihilfefähigen Mutterschafen pro Landwirt als natürliche Person, pro Mitglieder als natürliche Personen oder als juristische Personen einer juristischen Person oder einer Gruppe von natürlichen oder juristischen Personen, die die in Artikel 4 § 2 angeführten Bedingungen erfüllen, gewährt.

**Art. 31** - Unbeschadet von Artikel 30 § 2 wird die Anzahl Mutterschafe, die Anspruch auf eine Beihilfe für Mutterschafe verleihen, jährlich festgelegt. Diese Zahl ist nicht höher als die Referenzzahl, die individuell für jeden einzelnen Landwirt bestimmt wurde oder als die vom Landwirt in seinem Antrag angegebene Zahl.

Die Zahlstelle berücksichtigt die kleinste der in Absatz 1 angeführten Zahl.

**Art. 32** - Der Betrag der Beihilfe für Mutterschafe wird gemäß Art. 38 und 39 berechnet.

#### KAPITEL VII — Sonderregeln für die Zuteilung und die Revision der Referenzzahlen

**Art. 33** - § 1. Die in den Artikeln 7 bis 15 erwähnte, auf die Regelung für weibliche Rinder des Fleischtyps anwendbare Referenzzahl, die dem als junger Landwirt im Sinne des Artikels 1, 5° bezeichneten Landwirt gewährt wird, wird folgendermaßen festgelegt:

1° im Falle einer Gesamtübernahme des Betriebs entspricht sie der höchsten Zahl zwischen der Referenzzahl des Überlassers und einer auf 80 festgelegten Zahl;

2° im Falle einer Gesamtübernahme des Betriebs in Vereinigung mit dem Überlasser entspricht sie der Referenzzahl des Überlassers, um eine auf 80 festgelegte Zahl erhöht;

3° im Falle einer Betriebsgründung entspricht sie einer auf 80 festgelegten Zahl.

§ 2. Im Falle einer Gesamtübernahme des Betriebs entspricht die dem Landwirt, der nicht mit der Definition des jungen Landwirts im Sinne des Artikels 1, 5° übereinstimmt, zugeteilte Referenzzahl derjenigen des Überlassers, um eine vom Minister festgesetzte Einbehaltung zugunsten der Reserve herabgesetzt.

§ 3. Für die in den Artikeln 7 bis 15 erwähnten weiblichen Rinder des Fleischtyps werden folgende Revisionsregeln angewandt:

1° für jeden Landwirt als natürliche Person oder für jedes individuelle Mitglied einer juristischen Person im Sinne des Artikels 4 § 1, der bzw. das höchstens 10 Jahre vor dem äußersten Datum für die Einreichung des Antrags auf Beihilfe zum ersten Mal eine landwirtschaftliche Tätigkeit als Hauptberuf begonnen hat, wird die Referenzzahl erhöht, bis die Anzahl der im Vorjahr gehaltenen beihilfefähigen Tiere erreicht ist;

2° für jeden Landwirt, der seine landwirtschaftliche Tätigkeit mehr als 10 Jahre vor dem äußersten Datum für die Einreichung des Antrags auf Beihilfe begonnen hat und der nach dem 1. Januar 2013 mit oder ohne öffentliche Unterstützung eine erste neue Stallung gebaut hat, beträgt die Erhöhung der Referenzzahl einmal 40;

3° wenn die Anzahl der in der Kategorie der weiblichen Rinder des Fleischtyps beihilfefähigen Tiere während zwei aufeinanderfolgenden Jahren unter 70 Prozent der Referenzzahl liegt, wird Letztere auf die Anzahl der beihilfefähigen Tiere des letzten dieser beiden Jahre herabgesetzt.

Der Minister bestimmt die Grenzen bezüglich der Revision der Referenzzahlen und ihrer Anwendungsregeln.

**Art. 34** - § 1. Was die Beihilferegeln für die Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und Mutterschafe gemäß den Artikeln 16 bis 32 betrifft, kann den Landwirten, die für das Jahr 2013 nicht über eine Referenzzahl verfügen, in den nachfolgenden Jahren eine Referenzzahl zugeteilt werden, die hundert Prozent der im vorhergehenden Jahr in ihrem Betrieb beihilfefähigen Tieren entspricht.

§ 2. Was die Beihilferegeln für die Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und Mutterschafe gemäß den Artikeln 16 bis 32 betrifft, werden die Revisionen der Referenzzahlen folgendermaßen aufgeteilt:

1° jedem Landwirt als natürliche Person oder jedem individuellen Mitglied einer juristischen Person im Sinne des Artikels 4 § 1 des Erlasses, der bzw. das höchstens 5 Jahre vor dem äußersten Datum für die Einreichung des Antrags auf Beihilfe seine erste landwirtschaftliche Tätigkeit begonnen hat, wird eine Erhöhung der kleinsten Zahl zwischen der Anzahl der beihilfefähigen Tiere und 15 Prozent der Referenzzahl erlaubt;

2° jedem Landwirt als natürliche Person oder jedem individuellen Mitglied einer juristischen Person im Sinne des Artikels 4 § 1, der bzw. das mehr als 5 Jahre vor dem äußersten Datum für die Einreichung des Antrags auf Beihilfe seine landwirtschaftliche Tätigkeit begonnen hat, wird eine Erhöhung der kleinsten Zahl zwischen der Anzahl der beihilfefähigen Tiere und 5 Prozent der Referenzzahl erlaubt;

3° wenn die Anzahl der beihilfefähigen Tiere während zwei aufeinanderfolgenden Jahren unter der Referenzzahl liegt, entspricht die Referenzzahl der höchsten Anzahl der beihilfefähigen Tiere dieser beiden Jahre.

In dem in Artikel 1 Ziffer 3 erwähnten Fall kann die Referenzzahl während des darauffolgenden Jahres höchstens um 10 Prozent der neuen Referenzzahl erhöht werden.

**Art. 35** - Ab dem Jahr 2015 werden die Referenzzahlen jährlich mit den Zahlen der im vorhergehenden Jahr gehaltenen beihilfefähigen Tiere verglichen.

Wenn die Anzahl der beihilfefähigen Tiere sich von der Referenzzahl unterscheidet, wird die Referenzzahl gemäß den Artikeln 33 § 3 und 34 § 2 geändert.

**Art. 36** - Der Minister bestimmt die Regeln zur Revision der Referenzzahlen, die für jede gekoppelte Stützungsregelung unterschiedlich anwendbar sind, indem er sie mit der Anzahl der beihilfefähigen Tiere des vorhergehenden Jahres vergleicht.

Gemäß Absatz 1 bestimmt der Minister die Höchstbeträge der Erhöhung je nach den objektiven Kriterien insbesondere in Verbindung mit dem Datum des Beginns der landwirtschaftlichen Tätigkeit, sowie die anwendbaren Werte, wenn die Anzahl der beihilfefähigen Tiere über oder unter der Referenzzahl liegt.

In den in Artikel 2 § 2 der Verordnung Nr. 1306/2013 erwähnten Fällen höherer Gewalt oder bei außergewöhnlichen Umständen wird das Jahr berücksichtigt, das demjenigen vorhergeht, das von der höheren Gewalt oder dem außergewöhnlichen Umstand betroffen ist.

**Art. 37** - In den in Artikel 14 der Verordnung Nr. 639/2014 vorgesehenen Fällen von Vererbung, vorweggenommener Erbfolge, Änderung des Rechtsstatus oder des Namens, Zusammenschluss oder Aufteilung, wird den Landwirten in den Formen und innerhalb der Fristen gemäß Artikel 15 bis 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte eine Revision der Referenzangaben erlaubt.

**Art. 38** - Der Minister legt die Bedingungen für die Revision der Referenzangaben fest.

#### KAPITEL VII — Jahresbetrag der Prämien

**Art. 39** - Für jede der für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und Mutterschafe organisierten Stützungsregelungen wird der Einheitsbetrag der Prämie errechnet, indem jedes Jahr die in dem Anhang angeführten vorgesehenen Haushaltsmittel durch die Anzahl der beihilfefähigen Tiere geteilt werden, so wie dies aufgrund Artikel 53 § 2 Absatz 2 der Verordnung Nr. 639/2014 möglich ist.

Der Betrag der Beihilfe wird gemäß Artikel 30 der Verordnung Nr. 640/2014 berechnet.

**Art. 40** - Der von dem Landwirt bezogene Betrag wird errechnet, indem der Einheitsbetrag der Prämie mit der Anzahl der beihilfefähigen Tiere seines Betriebs multipliziert wird.

**Art. 41** - Außer bei den in Artikel 32 der Verordnung Nr. 640/2014 angegebenen natürlichen Umständen hat die Nichteinhaltung der aufgrund des vorliegenden Erlasses vorgesehenen oder getroffenen Bestimmungen die Anwendung der Kürzungen, Verweigerungen, Entzüge und Sanktionen gemäß Artikel 31 der Verordnung Nr. 640/2014 zur Folge.

#### KAPITEL IX — Umgehungsklausel und Strafbestimmungen

**Art. 42** - In Übereinstimmung mit Artikel 60 der Verordnung Nr. 1306/2013 wird den Landwirten keine der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen gewährt, wenn festgestellt wird, dass sie die Voraussetzungen für den Erhalt dieser Beihilfen künstlich, den Zielen dieses Erlasses zuwiderlaufend geschaffen haben.

**Art. 43** - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 des Gesetzbuches.

#### KAPITEL X — Schlussbestimmungen

**Art. 44** - Werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Januar 2008 bezüglich der Mutterkuhprämie, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 zur Einführung einer Grünlandprämie, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Juni 2012;

3° der Ministerialerlass vom 21. Januar 2008 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Januar 2008 bezüglich der Mutterkuhprämie.

**Art. 45** - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses und seines Anhangs beauftragt.

Namur, den 7. Mai 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

#### ANHANG

Haushaltsmittel:

Regelungen	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Weibliche Rinder des Fleischtyps	54.089.854€	53.287.500€	52.484.945€	51.733.041€	50.981.137€	50.981.137€
Kühe des Milchtyps	3.371.248€	3.321.240€	3.271.219€	3.224.355€	3.177.491€	3.177.491€
Kühe des Mischtyps	3.164.832€	3.117.886€	3.070.928€	3.026.933€	2.982.939€	2.982.939€
Prämie für Mutterschafe	656.720€	646.979€	637.234€	628.105€	618.976€	618.976€

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung an die Landwirte für weibliche Rinder des Fleischtyps, Kühe des Mischtyps, Kühe des Milchtyps und für Mutterschafe als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Mai 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202479]

#### 7 MEI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;



Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 639/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot wijziging van bijlage X bij die verordening;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waalse landbouwwetboek, artikelen D. 4, D. 11 tot D. 14, D. 241 en D. 242;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de zoogkoeienpremie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 tot instelling van een graspremieregeling;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 januari 2008 tot vaststelling van de uitvoeringsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de zoogkoeienpremie.

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 januari 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 februari 2015;

Gelet op het rapport van 5 januari 2015, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid op 26 februari 2015;

Gelet op het advies 57.306/4 van de Raad van State, gegeven op 20 april 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit:

#### HOOFDSTUK I. — *Gemeenschappelijke bepalingen en definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « landbouwer » : de landbouwer die voldoet aan de voorwaarden van artikel 9 van Verordening nr. 1307/2013, zoals uitgevoerd bij de artikelen 10 tot 12 van het besluit van de Waalse Regering van 12 février 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

2° « schaaap » : schaaap dat ouder is dan 6 maanden;

3° « beslag » : het geheel van de dieren, per categorie omschreven in de hoofdstukken 3, 4, 5 en 6, dat deel uitmaakt van de beslagen beheerd en gehouden door een landbouwer op zijn bedrijf, correct geïdentificeerd en getraceerd in Sanitrace, en waarvan het rastype nooit is veranderd;

4° « Wetboek » : het Waalse landbouwwetboek;

5° « jonge landbouwer » : de landbouwer die voldoet aan de voorwaarden van artikel 50, § 2 en § 3, van Verordening nr. 1307/2013, zoals uitgevoerd bij artikel 58 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

6° « jong vrouwtje » : vrouwelijk vleesrunder dat tussen 8 en 18 maanden oud is;

7° « referentie-aantal » : het maximaal aantal dieren dat in aanmerking kan komen voor een premie, naar gelang van de categorie dieren en het gehouden beslag, overeenkomstig de voorschriften van dit besluit;

8° « prorata van het jaar » : prorata temporis;

9° « Verordening nr. 1306/2013 » : Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

10° « Verordening nr. 1307/2013 » : Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

11° « Verordening nr. 639/2014 » : gedelegeerde Verordening (EU) nr. 639/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot wijziging van bijlage X bij die verordening;

12° « Verordening nr. 640/2014 » : gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

13° « Sanitrace » : geautomatiseerd systeem voor de behandeling van de gegevens betreffende de identificatie en de registratie van dieren, gebruikt door het Federaal agentschap voor de veiligheid van de voedingsketen;

14° « veebeslag » : het geheel van de dieren gehouden in een geografische entiteit en die een duidelijk omschreven eenheid vormen op basis van de epidemiologische banden, vastgesteld door de controle-agent, overeenkomstig artikel 1, 12°, van het koninklijk besluit van 23 maart 2011 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen en in artikel 1, 4°, van het koninklijk besluit van 3 juni 2007 betreffende de identificatie en de registratie van schapen, geiten en hertachtigen;

15° « rastype » : vlees-, melk- of gemengd type, zoals bij de geboorte toegewezen aan runderachtigen.

**Art. 2.** Overeenkomstig artikel 52 van Verordening nr. 1307/2013, wordt een gekoppelde steun aan de actieve landbouwers toegekend voor :

1° vrouwelijke vleesrunderen;

2° gemengde koeien;

3° melkkoeien;

4° schapen.

**Art. 3.** Voor elk van de dierenkategoriën bedoeld in artikel 2 wordt het jaar 2013 in aanmerking genomen voor de berekening van het referentie-aantal. Het referentie-aantal wordt op 31 december 2013 toegekend aan de landbouwer die het beslag houdt.

In de gevallen van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden bedoeld in artikel 2, § 2, van Verordening nr. 1306/2013 wordt het jaar 2012 in aanmerking genomen.

**Art. 4.** § 1. Overeenkomstig artikel 52, § 7, van Verordening nr. 1307/2013, is het maximumaantal dieren vermeld in de artikelen 10, § 3, 19, § 3, 25, § 3, en 30, § 2, van toepassing op het niveau van de leden natuurlijke of rechtspersonen van een rechtspersoon of een groep natuurlijke of rechtspersonen.

Lid 1 is van toepassing als de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- 1° de landbouwer valt onder artikel 29 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;
- 2° he lid neemt een ombepaalde verantwoordelijkheid op zich voor de verplichtingen van de partner;
- 3° het lid heeft bijgedragen tot de versterking van de landbouwstructuren van de partner;
- 4° het lid is een lid vennoot of aandeelhouder van de partner.

§ 2. Alleen natuurlijke of rechtspersonen die lid zijn van een rechtspersoon of een groep natuurlijke of rechtspersonen, die deel nemen in de winsten en financiële risico's en die daadwerkelijk werken voor die rechtspersoon of die groep komen in aanmerking voor paragraaf 1, lid 1. De leden van de rechtspersonen en groepen van rechtspersonen voldoen aan elke door een herziening van de Waalse wetgeving vastgelegde verbintenis betreffende de rechten en plichten van de individuele landbouwers alsook hun economisch, sociaal en fiscaal statuut.

De Minister is bevoegd om maatregelen te nemen met het oog op de uitvoering van die bepaling.

§ 3. De Minister bepaalt :

- 1° de criteria op grond waarvan kan worden vastgesteld dat een lid heeft bijgedragen tot de versterking van de landbouwstructuur van de partner aan wie het toebehoort;
- 2° een methode voor de evaluatie van de waarde van de verschillende inbrengen;
- 3° een berekeningsmethode met het oog op de verdeling van de door de landbouw gehouden toelaatbare dieren voor de toepassing van het maximumaantal toelaatbare dieren op het niveau van de leden ter uitvoering van paragraaf 2.

#### HOOFDSTUK II. — *Steunaanvraag- en betalingsprocedure*

**Art. 5.** De landbouwers die steun aanvragen dienen de steun- en betalingsaanvragen betreffende de gekoppelde steun jaarlijks aan via de verzamelaanvraag, overeenkomstig artikel D. 28 van het Wetboek en de artikelen 2 tot 7 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers.

**Art. 6.** In afwijking van artikel 5, dient de landbouwer zijn steunaanvraag betreffende de gekoppelde steun voor het jaar 2015 in via het formulier dat door het betaalorgaan ter beschikking gesteld wordt voor het betrokken burgerlijk jaar.

De Minister is bevoegd om de gegevens van dat formulier nader te bepalen.

#### HOOFDSTUK III. — *Steun voor vrouwelijke vleesrunderen*

##### *Afdeling 1. — Toepassingsgebied*

**Art. 7.** Er wordt steun verleend aan de landbouwers die vrouwelijke vleesrunderen houden.

**Art. 8.** De Minister bepaalt welke rassen als vleesrassen beschouwd worden alsook welke kruizingen als subsidiabel beschouwd worden.

##### *Afdeling 2. — Referentie-aantal*

**Art. 9.** § 1. Er wordt een referentie-aantal aan de landbouwer toegewezen voor zijn beslag van het vleestype, zoals geregistreerd in Sanitrace, dat voldoet aan de voorwaarden vermeld in lid 2.

Het referentie-aantal is gelijk aan 80 percent van het laagste van de volgende aantallen :

- 1° het aantal vrouwelijke runderen van het vleestype, tussen 18 en 84 maanden aanwezig naar rato van het jaar 2013;
- 2° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het vleestype, geïnventariseerd in 2013, vermenigvuldigd met 2;
- 3° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het vleestype en gehouden in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 oktober 2012 en 31 december 2013 gedurende minimum 3 opeenvolgende maanden, vermenigvuldigd met 4.

Na toepassing van lid 2 wordt het toegekende referentie-aantal naar de lagere eenheid afgerond.

§ 2. Het referentie-aantal voor het jaar 2013 wordt beperkt tot het maximum waarin artikel 10, § 3, voorziet.

##### *Afdeling 3. — Subsidiabiliteit*

**Art. 10.** § 1. Overeenkomstig artikel 53 van Verordening nr. 639/2014, geven de vrouwelijke vleesrunderen van het beslag waarvan de leeftijd overeenstemt met die bedoeld in artikel 9, § 1, lid 2, 1°, en die aanwezig zijn in het bedrijf van de landbouwer gedurende de periode die door de Minister bepaald wordt, recht op steun voor vrouwelijke vleesrunderen.

De vrouwelijke vleesrunderen die de in artikel 9, § 1, lid 2, 1°, bedoelde minimumleeftijd bereikt hebben gedurende de periode die door de Minister bepaald wordt, worden vanaf dat tijdstip in aanmerking genomen. De vrouwelijke vleesrunderen die niet voldoen aan de in artikel 9, § 1, lid 2, 1°, bedoelde leeftijdsvoorwaarden gedurende de periode die door de Minister bepaald wordt, worden vanaf dat tijdstip uitgesloten uit de steunverlening voor vrouwelijke vleesrunderen.

§ 2. De steun voor vrouwelijke vleesrunderen, zoals geregistreerd in Sanitrace, wordt bepaald door het laagste van de volgende aantallen in aanmerking te nemen :

- 1° het dagelijks minimumaantal vrouwelijke vleesrunderen waarvan de leeftijd overeenstemt met die bedoeld in artikel 9, § 1, lid 2, 1°;
- 2° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het vleestype, geïnventariseerd in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 oktober van het jaar voorafgaand aan de aanvraag en 30 september van het jaar van de aanvraag, vermenigvuldigd met 2;
- 3° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het vleestype en gedurende minimum 3 opeenvolgende maanden gehouden in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 juli van het vorige jaar en 30 juni van het lopende jaar, vermenigvuldigd met 4.

§ 3. De steun voor vrouwelijke vleesrunderen wordt slechts verleend voor minimum 10 subsidiabele vrouwelijke vleesrunderen per landbouwer.

De steun voor vrouwelijke vleesrunderen wordt verleend voor maximum 250 subsidiabele vrouwelijke vleesrunderen per landbouwer natuurlijke persoon, per natuurlijke of rechtspersoon die lid is van een rechtspersoon of een groep van natuurlijke of rechtspersonen en die voldoet aan de voorwaarden opgesomd in artikel 4, § 2.

**Art. 11.** Onverminderd artikel 10, § 3, wordt het aantal dieren dat recht geeft op steun voor vrouwelijke vleesrunderen, jaarlijks bepaald. Dat aantal is niet hoger dan het referentie-aantal dat individueel bepaald wordt voor elke landbouwer.

**Art. 12.** Het bedrag van de steun voor vrouwelijke vleesrunderen wordt berekend overeenkomstig de artikelen 38 en 39.

**Art. 13.** De landbouwer die het geheel van zijn quota melkkoeien in 2012, 2013 of 2014 heeft afgestaan, ontvangt geen steun voor vrouwelijke vleesrunderen.

#### *Afdeling 4. — Reserve*

**Art. 14.** § 1. Er wordt een reserve voor vrouwelijke vleesrunderen aangelegd. Die reserve is samengesteld uit 20 procent die overblijven van het laagste aantal bedoeld in artikel 9, § 1, lid 2.

De referenties die niet meer toegekend worden ingevolge een stopzetting van activiteiten of een vermindering van hun gebruik stijven de reserve.

§ 2. De reserve wordt herverdeeld op grond van :

1° de corrigerende factoren, zoals bedoeld in artikel 15;

2° de bijkomende referentie-aantallen toegewezen aan de jonge landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen;

3° de herzieningen van de referentie-aantallen voor vrouwelijke vleesrunderen.

#### *Afdeling 5. — Factoren die het referentie-aantal corrigeren*

**Art. 15.** In afwijking van artikel 9, § 1, wordt slechts voor het jaar 2015 voorzien in corrigerende factoren ten gunste van de landbouwers die in 2013 :

1° hetzij meer kalveren van het vleestype dan subsidiabele vrouwelijke vleesrunderen hebben geïnventariseerd;

2° hetzij meer dan 40 procent jonge vrouwtjes ten opzichte van de subsidiabele vrouwelijke vleesrunderen gehouden hebben.

De Minister bepaalt de wijze van berekening van de verhoging van de referentie-aantallen in de gevallen bedoeld in artikel 9, § 1.

Beide corrigerende factoren zijn niet cumuleerbaar.

### *HOOFDSTUK IV. — Steun voor gemengde koeien*

#### *Afdeling 1. — Toepassingsgebied*

**Art. 16.** Er wordt steun verleend aan de landbouwers die gemengde koeien houden.

**Art. 17.** De Minister bepaalt welke rassen als subsidiabele gemengde rassen beschouwd worden alsook de kruizingen die als subsidiabel beschouwd worden.

#### *Afdeling 2. — Referentie-aantal*

**Art. 18.** § 1. Er wordt een referentie-aantal aan de landbouwer toegewezen voor zijn beslag van het gemengd type, zoals geregistreerd in Sanitrace, dat voldoet aan de voorwaarden vermeld in lid 2.

Het referentie-aantal is gelijk aan het laagste van de volgende aantallen :

1° het aantal gemengde koeien aanwezig naar rato van het jaar 2013;

2° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het gemengd type, geïnventariseerd in 2013;

3° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het gemengd type en gehouden in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 oktober 2012 en 31 december 2013 gedurende minimum 3 opeenvolgende maanden, vermenigvuldigd met 2.

Na toepassing van lid 2 wordt het toegekende referentie-aantal naar de lagere eenheid afgerond.

§ 2. Het referentie-aantal voor het jaar 2013 wordt beperkt tot het maximum waarin artikel 19, § 3, voorziet.

#### *Afdeling 3. — Subsidiabiliteit*

**Art. 19.** § 1. Overeenkomstig artikel 53 van Verordening nr. 639/2014, geven de koeien van het gemengd type van het beslag die aanwezig zijn in het bedrijf van de landbouwer gedurende de periode die door de Minister bepaald wordt, recht op steun voor gemengde koeien.

§ 2. De steun voor gemengde koeien, zoals geregistreerd in Sanitrace, wordt bepaald door het laagste van de volgende aantallen in aanmerking te nemen :

1° het dagelijks minimumaantal gemengde koeien bedoeld in paragraaf 1 ;

2° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het gemengd type, geïnventariseerd in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 oktober van het jaar voorafgaand aan de aanvraag en 30 september van het jaar van de aanvraag;

3° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het gemengd type en gedurende minimum 3 opeenvolgende maanden gehouden in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 juli van het vorige jaar en 30 juni van het lopende jaar, vermenigvuldigd met 2.

§ 3. De steun voor gemengde koeien wordt slechts verleend voor minimum 10 subsidiabele gemengde koeien per landbouwer.

De steun voor gemengde koeien wordt verleend voor maximum 100 subsidiabele gemengde koeien per landbouwer natuurlijke persoon, per natuurlijke of rechtspersoon die lid is van een rechtspersoon of een groep van natuurlijke of rechtspersonen en die voldoet aan de voorwaarden opgesomd in artikel 4, § 2.

**Art. 20.** Onverminderd artikel 19, § 3, wordt het aantal dieren dat recht geeft op steun voor gemengde koeien, jaarlijks bepaald. Dat aantal is niet hoger dan het referentie-aantal dat individueel bepaald wordt voor elke landbouwer.

**Art. 21.** Het bedrag van de steun voor gemengde koeien wordt berekend overeenkomstig de artikelen 38 en 39.

### *HOOFDSTUK IV. — Steun voor melkkoeien*

#### *Afdeling 1. — Toepassingsgebied*

**Art. 22.** Er wordt steun verleend aan de landbouwers die melkkoeien houden.

**Art. 23.** De Minister bepaalt de als melkras beschouwde rassen die voor steun in aanmerking komen alsook de kruizingen die als subsidiabel beschouwd kunnen worden.

*Afdeling 2. — Referentie-aantal*

**Art. 24.** § 1. Er wordt een referentie-aantal aan de landbouwer toegewezen voor zijn beslag van het zuiveltype, zoals geregistreerd in Sanitrace, dat voldoet aan de voorwaarden vermeld in lid 2.

Het referentie-aantal is gelijk aan het laagste van de volgende aantallen :

1° het aantal melkkoeien aanwezig naar rato van het jaar 2013;

2° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het zuiveltype, geïnventariseerd in 2013;

3° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het zuiveltype en gehouden in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 oktober 2012 en 31 december 2013 gedurende minimum 3 opeenvolgende maanden, vermenigvuldigd met 4.

Na toepassing van lid 2 wordt het toegekende referentie-aantal naar de lagere eenheid afgerond.

§ 2. Het referentie-aantal voor het jaar 2013 wordt beperkt tot het maximum waarin artikel 25, § 3, voorziet.

*Afdeling 3. — Subsidiabiliteit*

**Art. 25.** § 1. Overeenkomstig artikel 53 van Verordening nr. 639/2014, geven de koeien van het zuiveltype van het beslag die aanwezig zijn in het bedrijf van de landbouwer gedurende de periode die door de Minister bepaald wordt, recht op steun voor melkkoeien.

§ 2. De steun voor melkkoeien, zoals geregistreerd in Sanitrace, wordt bepaald door het laagste van de volgende aantallen in aanmerking te nemen :

1° het dagelijks minimumaantal melkkoeien bedoeld in paragraaf 1;

2° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het zuiveltype, geïnventariseerd in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 oktober van het jaar voorafgaand aan de aanvraag en 30 september van het jaar van de aanvraag;

3° het aantal kalveren geboren uit een moeder van het zuiveltype en gedurende minimum 3 opeenvolgende maanden gehouden in het bedrijf van de landbouwer tussen 1 juli van het vorige jaar en 30 juni van het lopende jaar, vermenigvuldigd met 4.

§ 3. De steun voor melkkoeien wordt slechts verleend voor minimum 10 subsidiabele melkkoeien per landbouwer.

De steun voor melkkoeien wordt verleend voor maximum 100 subsidiabele melkkoeien per landbouwer natuurlijke persoon, per natuurlijke of rechtspersoon die lid is van een rechtspersoon of een groep van natuurlijke of rechtspersonen en die voldoet aan de voorwaarden opgesomd in artikel 4, § 2.

**Art. 26.** Onverminderd artikel 25, § 3, wordt het aantal dieren dat recht geeft op steun voor melkkoeien, jaarlijks bepaald. Dat aantal is niet hoger dan het referentie-aantal dat individueel bepaald wordt voor elke landbouwer.

**Art. 27.** Het bedrag van de steun voor melkkoeien wordt berekend overeenkomstig de artikelen 38 en 39.

*HOOFDSTUK VI. — Steun voor schapen**Afdeling 1. — Toepassingsgebied*

**Art. 28.** Er wordt steun verleend aan de landbouwers die schapen houden.

*Afdeling 2. — Referentie-aantal*

**Art. 29.** De landbouwer krijgt een referentie-aantal toegewezen dat overeenstemt met de officiële telling van de schapen, zoals geregistreerd in Sanitrace op 15 december 2013.

Het referentie-aantal voor het jaar 2013 wordt beperkt tot het maximum waarin artikel 30, § 2, voorziet.

*Afdeling 3. — Subsidiabiliteit*

**Art. 30.** § 1. Overeenkomstig artikel 53 van Verordening nr. 639/2014, geven de in artikel 1, 2°, omschreven schapen van het beslag die aanwezig zijn in het bedrijf van de landbouwer gedurende de periode die door de Minister bepaald wordt, recht op steun voor schapen.

Op verzoek van het betaalorgaan, verstrekt de landbouwer het bewijs van aanhouding van schapen gedurende de periode bedoeld in het eerste lid door middel van het officiële register van het beslag dat hem ter beschikking wordt gesteld overeenkomstig artikel 20, § 1, van het koninklijk besluit van 3 juni 2007 betreffende de identificatie en de registratie van schapen, geiten en hertachtigen en overeenkomstig artikel 1 alsook bijlage 1 van het ministerieel besluit van 10 september 2007 betreffende de identificatie en de registratie van schapen, geiten en hertachtigen.

§ 2. De steun voor schapen wordt enkel toegekend voor minstens 30 subsidiabele schapen per landbouwer.

De steun voor schapen wordt enkel toegekend voor hoogstens 400 subsidiabele schapen per landbouwer die een natuurlijke persoon is, per leden die natuurlijke personen of rechtspersonen zijn van een rechtspersoon of van een groepering van natuurlijke of rechtspersonen die aan de voorwaarden vermeld in artikel 4, § 2 voldoen.

**Art. 31.** Onverminderd artikel 30, § 2, wordt het aantal schapen waarvoor een steun kan worden verleend, jaarlijks bepaald. Dit aantal is niet groter dan een referentieaantal dat voor elke landbouwer individueel wordt bepaald of dan het aantal dat door de landbouwer bij zijn aanvraag wordt aangegeven.

Het betaalorgaan houdt rekening met het lagere aantal van die vermeld in het eerste lid.

**Art. 32.** Het bedrag van de steun voor de schapen wordt berekend overeenkomstig de artikelen 38 en 39.

*HOOFDSTUK VII. — Bijzondere regels voor de toekenning en de herziening van de referentie-aantallen*

**Art. 33.** § 1. Het referentie-aantal dat toepasselijk is op de regeling voor vrouwelijke vleesrunderen bedoeld in de artikelen 7 tot 15, toegekend aan de landbouwer aangewezen als jonge landbouwer in de zin van artikel 1, 5°, wordt bepaald als volgt :

1° bij volledige bedrijfsovername, is het aantal gelijk aan het grootste aantal tussen het referentie-aantal van de overdrager en een 80;

2° bij volledige bedrijfsovername in samenwerking met de overdrager, is het aantal gelijk aan het referentie-aantal van de overdrager verhoogd met 80;

3° bij oprichting van een bedrijf, is het aantal gelijk aan 80.

§ 2. Bij volledige bedrijfsovername, is het referentie-aantal dat wordt toegekend aan de landbouwer die niet voldoet aan de begripsomschrijving van jonge landbouwer in de zin van artikel 1, 5°, gelijk aan het referentie-aantal van de overdrager, verminderd met een door de Minister bepaalde afhouding die het spijzen van de reserve mogelijk maakt.

§ 3. Voor de vrouwelijke vleesrunderen bedoeld in de artikelen 7 tot 15, zijn de volgende herzieningsregels van toepassing:



1° voor elke landbouwer die een natuurlijke persoon is of elk individueel lid van een rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 4, § 1, die minstens 10 jaar vóór de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag met een eerste landbouwactiviteit in hoofdberoep begonnen is, evolueert het referentie-aantal naar rata van het aantal subsidiabele dieren gehouden het vorige jaar;

2° het referentie-aantal evolueert een enkele keer met 40 voor elke landbouwer die met zijn landbouwactiviteit meer dan tien jaar voor de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag is begonnen, en die na 1 januari 2013 een eerste nieuwe stal heeft opgericht met of zonder overheidssteun;

3° als het aantal subsidiabele dieren van de categorie vrouwelijke vleesrunderen gedurende twee opeenvolgende jaren lager is dan 70 procent van het referentie-aantal, wordt dan dit aantal beperkt tot het aantal subsidiabele dieren van het laatste van deze twee jaren.

De Minister bepaalt de beperkingen gebonden aan de herziening van de referentie-aantallen en de regels voor de toepassing ervan.

**Art. 34.** § 1. Voor de steunregelingen voor gemengde koeien, melkkoeien en schapen, overeenkomstig de artikelen 16 tot 32, kunnen de landbouwers, die over geen referentie-aantal beschikken voor 2013, de volgende jaren een referentie-aantal krijgen gelijk aan honderd procent van de subsidiabele dieren van het vorige jaar in hun bedrijf.

§ 2. Voor de steunregelingen voor de gemengde koeien, melkkoeien en schapen bedoeld in de artikelen 16 tot 32, worden de herzieningen van de referentie-aantallen ingedeeld als volgt:

1° een verhoging van het kleinste aantal, tussen het aantal subsidiabele dieren en 15 procent van het referentie-aantal, wordt toegelaten voor elke landbouwer die een natuurlijke persoon is of elk individueel lid van een rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 4, § 1, van het besluit, die minstens 5 jaar vóór de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag met een eerste landbouwactiviteit in hoofdberoep begonnen is;

2° een verhoging van het kleinste aantal, tussen het aantal subsidiabele dieren en 5 procent van het referentie-aantal, de landbouwers die een natuurlijke persoon zijn of elk individueel lid van een rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 4, § 1, die meer dan 5 jaar vóór de uiterste datum voor de indiening van de steunaanvraag met hun landbouwactiviteit in hoofdberoep begonnen is;

3° als het aantal subsidiabele dieren gedurende twee opeenvolgende jaren kleiner is dan het referentie-aantal, wordt dan dit aantal het hogere aantal subsidiabele dieren van deze twee jaren.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 3°, kan het referentie-aantal het volgende jaar worden verhoogd met hoogstens 10 procent van het nieuwe referentie-aantal.

**Art. 35.** Vanaf 2015 worden de referentie-aantallen jaarlijks vergeleken met de aantallen subsidiabele dieren gehouden het vorige jaar.

Als het aantal subsidiabele dieren verschilt van het referentie-aantal, wordt het referentie-aantal gewijzigd overeenkomstig de artikelen 33, § 3, en 34, § 2.

**Art. 36.** De Minister bepaalt de herzieningsregels van de referentie-aantallen die op verschillende wijze voor elke regeling voor gekoppelde steun van toepassing zijn, door ze te vergelijken door ze te vergelijken met het aantal subsidiabele dieren van het vorige jaar.

Overeenkomstig het eerste lid, bepaalt de Minister het maximum van de verhoging in functie van objectieve criteria, met name met betrekking tot « à la date de commencement de l'activité agricole, ainsi que les valeurs applicables lorsque le nombre d'animaux admissibles est supérieur ou inférieur au nombre de référence ».

In gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheden bedoeld in artikel 2, § 2, van Verordening nr. 1306/2013 is het in overweging genomen jaar het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de overmacht of de buitengewone omstandigheden voorgevallen zijn.

**Art. 37.** Overeenkomstig artikel 36 van het besluit wordt voor de gevallen van vererving, verwachte vererving, verandering van rechtstatuut of benaming, fusie of splitsing zoals bedoeld in artikel 14 van Verordening nr. 639/2014 is een herziening van de referentiegegevens toegelaten voor de landbouwers in de vormen en termijnen bedoeld in de artikelen 15 tot 18 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers.

**Art. 38.** De Minister bepaalt de voorwaarden voor de herziening van de referentiegegevens.

#### HOOFDSTUK VIII. — Jaarlijks premiebedrag

**Art. 39.** Voor elke steunregeling ingericht voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en ooiën wordt het eenheidsbedrag van de premie bekomen door jaarlijks het voorziene budget opgenomen in de bijlage te delen door het aantal steungerechtigde dieren zoals toegestaan bij artikel 53, § 2, lid 2, van Verordening nr. 639/2014.

Het steunbedrag wordt berekend overeenkomstig de bepalingen artikel 30 van Verordening (EG) nr. 640/2014.

**Art. 40.** Het bedrag geïnd door de landbouwer wordt bekomen door het eenheidsbedrag van de premie te vermenigvuldigen met het aantal steungerechtigde dieren van zijn bedrijf.

**Art. 41.** Behoudens natuurlijke omstandigheden zoals vermeld in artikel 32 van Verordening nr. 640/2014 houdt de niet-inachtneming van de bepalingen voorzien of getroffen krachtens dit besluit de toepassing van de verminderingen, weigeringen, intrekkingen en sancties overeenkomstig artikel 31 van Verordening nr. 640/2014.

#### HOOFDSTUK IX. — Omzeilingsclausule en strafrechtelijke bepalingen

**Art. 42.** Overeenkomstig artikel 60 van Verordening nr. 1306/2013 wordt geen van de steunbedragen waarin dit besluit voorziet, toegekend aan landbouwers die kunstmatig de voorwaarden hebben gecreëerd om voor dergelijke steunbedragen in aanmerking te komen die niet in overeenstemming zijn met de doelstellingen van dit besluit.

**Art. 43.** De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig titel 13 van het Wetboek.

HOOFDSTUK 10. — *Slotbepalingen*

**Art. 44.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de zoogkoeienpremie zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008;

2° het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 tot instelling van een graspremiereregeling, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2012;

3° het ministerieel besluit van 21 januari 2008 tot vaststelling van de uitvoeringsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de zoogkoeienpremie.

**Art. 45.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit en de bijlage ervan.

Namen, 7 mei 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme  
en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

## BIJLAGE

Budget :

Regelingen	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Vrouwelijke vleesrunders	54.089.854€	53.287.500€	52.484.945€	51.733.041€	50.981.137€	50.981.137€
Melkkoeien	3.371.248€	3.321.240€	3.271.219€	3.224.355€	3.177.491€	3.177.491€
Gemengde koeien	3.164.832€	3.117.886€	3.070.928€	3.026.933€	2.982.939€	2.982.939€
Premie voor ooien	656.720€	646.979€	637.234€	628.105€	618.976€	618.976€

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunders, gemengde koeien, melkkoeien en schapen.

Namen, 7 mei 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme  
en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202491]

**13 MAI 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon comportant des mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, les articles 1<sup>er</sup>, 11°, 44, alinéa 2, et 67, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu le rapport d'évaluation concluant à l'absence d'impact du présent arrêté sur la situation respective des hommes et des femmes, conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le logiciel informatique LOGIC est accessible à l'adresse [www.logic2.be](http://www.logic2.be).

**Art. 2.** Le fonctionnaire des implantations commerciales est M. Sylvain Antoine de la Direction des Implantations commerciales du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche.

En l'absence de l'agent visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le fonctionnaire des implantations commerciales est M. Luc Vandendorpe, inspecteur général du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche ou l'agent statutaire ou contractuel de la Direction des Implantations commerciales du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche de niveau A ayant au moins le grade d'attaché désigné par l'inspecteur général du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche.

**Art. 3.** Les agents statutaires ou contractuels du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche sont compétents pour rechercher et constater, le cas échéant par procès-verbal, les faits érigés en infraction par le décret.